



Symposium International « Regards croisés sur les transformations de la gestion et des organisations publiques »

Édition 2019

Thème

L'avènement de la Ville intelligente:

Enjeux, défis, pratiques et impacts de la Smart City sur la gouvernance publique

LIST et LISER

Du 05 au 06 mars 2019

Belval Campus, Luxembourg

L'Édition 2019 du Symposium et de l'ADIMAP traitera de l'avènement de la *Ville intelligente (Smart City)* ainsi que des mutations managériales, technologiques, organisationnelles, socio-économiques et géographiques induites par la complexité des enjeux et des défis à relever face au développement urbain à venir. Cette 10^{ème} édition sera consacrée aux recherches et à la discussion de résultats d'études en lien avec ce thème.

Les travaux du Symposium se dérouleront au Luxembourg sur le campus universitaire Belval, site symbolique de par les changements qu'il a induit dans le territoire luxembourgeois et frontalier, et qui ont permis la naissance de ce pôle de recherche à la place d'une ancienne friche industrielle. Deux institutions scientifiques luxembourgeoises publiques s'associent pour cette prochaine édition : le **Luxembourg Institute of Socio-Economic Research** (<https://www.liser.lu/>) et le **Luxembourg Institute of Science and Technology** (<https://www.list.lu/>). Le LISER est spécialisé dans les recherches économiques, sociales et spatiales, en questionnant les politiques publiques, tout en pratiquant ex-ante et ex-post des évaluations de l'impact de ces interventions dans une optique interdisciplinaire. Le LIST quant à lui, en tant qu'organisme public de recherche et technologique, est notamment actif dans le domaine des technologies de l'information, avec pour mission d'accélérer le développement socio-économique du pays, en apportant conseil et expertise aux politiques nationales, en contribuant notamment à la mise sur le marché d'innovations technologiques ayant des impacts socio-économiques. A ce titre, le LIST mène des recherches sur le développement de modèles, méthodes, logiciels et dispositifs pour des systèmes intelligents en alliant aspects humains et technologiques.

LA VILLE INTELLIGENTE, PROMESSE D'UN DEVELOPPEMENT SOCIAL, ECONOMIQUE ET ENVIRONNEMENTAL DURABLE

L'expression *Smart City* ou « Ville intelligente » n'a pas de définition universellement reconnue, mais plutôt des caractéristiques qui tendent à mettre en évidence ses nombreuses facettes, ce qui n'est pas nouveau. Une ville ne pourrait toutefois prétendre être ainsi reconnue que lorsque les investissements dans le capital humain et social, les infrastructures de communication traditionnelles (transports notamment) ainsi que les technologies modernes (plateformes, capteurs, etc.) alimentent une croissance économique durable et une qualité de vie élevée, avec une gestion publique, parapublique ou privée avisée des différentes ressources disponibles, et des choix organisationnels et politiques légitimés par les populations. La Ville intelligente apparaîtrait alors comme une réponse aux besoins d'une population urbaine croissante et pour certaines vieillissante où se concentre la majeure partie de la consommation des ressources non renouvelables. En conséquence, le concept *Smart City* aborde les problèmes de développement urbain en mettant l'accent sur la durabilité sociale, économique et environnementale (Vesco & Ferrero, 2015 ; ITU, 2014).

Toutefois, atteindre cet objectif d'« intelligence » urbaine paraît être un long cheminement issu d'une intelligence collective de différents acteurs : acteurs publics avec différentes compétences territoriales, acteurs privés issus des industries technologiques, créatives et traditionnelles, acteurs de la recherche et citoyens, pour ne citer qu'eux. Les villes intelligentes émergent ainsi comme des projets singuliers dont la complexité et le dynamisme imposent de tenir compte du contexte local, de l'histoire territoriale, de leurs propres besoins, priorités et ressources (Almirall & all, 2016). Il ne peut donc y avoir un modèle universaliste de ville intelligente malgré des notions d'attractivité du territoire qui sont de plus en plus mises en avant sous l'angle de la concurrence entre les villes (Borsekova & Nijkamp 2018 ; Giffinger & all, 2010). Les villes intelligentes représentent ainsi à la fois un cadre et un déterminant de nouveaux modèles d'affaires.

Que cela soit au niveau des interactions sociales, ou des flux de biens et de personnes, la ville de demain, qu'elle soit située en Europe ou ailleurs, se devra donc de changer et de proposer de nouvelles fonctions, intelligentes, connectées, avec des organisations efficaces, avec de nouvelles formes de données (massives, exhaustives et continues), au service de citoyens de plus en plus mobiles, exigeants et soucieux de la protection de leurs données personnelles, sources par ailleurs de création de valeur pour les villes intelligentes elles-mêmes (Almirall & all, 2016 ; Meunier & all, 2017). Les études consacrées à l'émergence et au développement des Smart Cities contribuent donc à la mise en évidence des véritables enjeux qui légitiment la transformation des représentations et des rapports avec le temps et l'espace, mais aussi à la mise en place d'articulations nouvelles entre espace public, espace privé, espace personnel au sein des organisations comme des lieux d'habitation.

Si le concept et les pratiques actuelles associés à la « Smart City » ont fait l'objet de critiques fortes, notamment celles ayant eu une approche techno-centrée, cette critique doit néanmoins permettre de nourrir une approche de la ville intelligente dans la problématique du développement urbain des décennies à venir (Rochet & Villechenon, 2015 ; Rochet, 2014 ; Greenfield & Kim, 2014), voire d'évoquer une "gestion urbaine scientifique" (Vesco & Ferrero, 2015 ; Batty & all, 2012). Il s'agit en outre de créer un nouveau récit urbain, une référence à un ensemble de valeurs à atteindre. Comme celui qui a prévalu à la construction des villes à la fin du 19e siècle. L'avancée technique s'accompagne d'une philosophie de la planification urbaine. Celle qui prédomine actuellement s'inspire du modèle urbain de la silicon Valley (Sadin, 2016). Dans le but de réfléchir à l'avenir et de trouver des solutions innovantes et durables, le concept de *Smart City* ne peut donc s'envisager que par sa transversalité et ses cas d'études à l'échelle européenne et mondiale.

Dorénavant, pour appréhender la ville dans son ensemble, une approche interdisciplinaire est plus que jamais nécessaire, de telle sorte à faire face à la dynamique des systèmes complexes en place. Les organisateurs de ce symposium, le LIST et le LISER, incarnent ainsi cette complémentarité d'approches et invitent la communauté scientifique à une réflexion stratégique sur la gouvernance de ces villes innovantes comprenant au sens large territoires & municipalités et donc aussi la question du périurbain et la compatibilité d'une vision intégrée avec des développements qui étendent l'empreinte de la ville au regard des usages des nouvelles technologies, des réseaux sociaux et leur digitalisation, ou encore des services connectés dans des espaces urbains, tout en se devant de garantir bien-être et justice sociale pour ses citoyens. L'heure n'est donc plus tant à supputer les divers impacts à partir du potentiel de bouleversements que la généralisation des technologies de l'information, du *Big Data* et de l'internet des objets va introduire dans la vie urbaine, mais à dresser des bilans, à établir des canevas et des programmes de recherche plus structurés, à enrichir notamment les outils managériaux et technologiques en cours. L'interrogation et la caractérisation du système technologique mobilisé spécifiquement sont déterminantes pour comprendre les capacités d'appropriation, de développement des villes, les acteurs potentiellement concernés ou moteurs, ainsi que le niveau des investissements et de développement de compétences. Il appartiendra donc aux contributeurs et participants du Symposium 2019 d'y veiller. Les axes thématiques proposés ci-après visent à mettre en valeur ces principes d'interdisciplinarité et de complexité des systèmes.

AXE n°1 : GOUVERNANCE PUBLIQUE DES VILLES INTELLIGENTES

Par-delà l'importance du rôle des technologies de l'information et de la communication dans le fonctionnement des villes intelligentes, la place des citoyens face aux déploiements de capteurs et caméras, à l'internet des objets et les nouvelles applications associées en matière de santé, urbanisme, transport, d'accès au marché du travail questionnent l'architecture des systèmes de gouvernance publique qui régissent leurs économies. En effet, la dynamique des valeurs, la complexité des enjeux ainsi que les modalités pratiques de la participation des habitants dans la conception, l'organisation, la gestion et le pilotage de projets de villes intelligentes restent encore peu analysés dans la littérature. Or, les transformations de la gouvernance publique et des systèmes de pilotage des villes intelligentes sont primordiales pour permettre de développer un sentiment d'appartenance qui se traduise par une réelle participation des habitants. Le concept même d'intelligence plaide pour un développement de la démocratie directe et de ses modes d'expression avec l'épanouissement de nouvelles formes d'expérimentation démocratique.

Tant l'apport de l'histoire que les retours d'expérience liés aux sciences étudiant la ville et son territoire ont montré que la résilience du tissu urbain repose sur la capacité d'initiative des habitants et donc à leur liberté d'action. Ce constat historique nous invite à formuler un questionnement relatif à la gouvernance publique de la ville intelligente : Quel rôle et à quelles conditions les systèmes de gouvernance permettent-ils la réussite de cette ambition d'intelligence urbaine durable ? Quels sont les enjeux et les modalités de l'implication des parties prenantes dans les projets de ville intelligente ? Quelles sont les difficultés organisationnelles rencontrées pour faire collaborer ces mêmes parties prenantes ? Quels sont les dispositifs et les pratiques mis en œuvre pour impliquer les habitants dans les projets de ville intelligente ? Quels sont les outils de pilotage de la participation des habitants intégrés dans les projets de ville intelligente ? Comment sont évalués ces dispositifs et ces pratiques ? Quelles peuvent être ces nouvelles formes de participation dans le contexte du déploiement des technologies numériques ? Comment les habitants peuvent-ils s'approprier les données pour créer de nouvelles formes de délibération, d'innovation et de décision ? Y-a-t-il la place dans la ville intelligente pour de nouvelles formes de démocratie inclusive ? Comment concevoir une information accessible à tous pour limiter l'exclusion et s'inscrire réellement dans une durabilité sociale ?

AXE N°2 : MANAGEMENT ET ÉCONOMIE DES INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES DE LA VILLE INTELLIGENTE

Une gestion plus intelligente, qu'elle soit pratiquée par des administrations publiques ou des entreprises privées, est aujourd'hui considérée par référence à une prise en compte en temps réel des flux, du trafic, des problèmes de santé, de l'environnement, de l'énergie, de la sécurité, etc. Au niveau des villes et territoires intelligents, avant de penser innovation et créativité dans les services et usages, la force – et l'effet de levier – de ces organisations de proximité tient justement à leur capacité de construire l'articulation entre les différentes infrastructures technologiques et matérielles. Cela suppose de penser de concert le déploiement des réseaux et leur architecture dans une vision de long terme ainsi que les usages numériques émergents (nouveaux besoins). C'est un vrai défi pour les autorités compétentes de fournir le cadre de déploiement permettant de stimuler et déployer les énergies et les initiatives, d'assurer la convergence entre les réseaux mais tout autant d'éviter que ne restent à l'écart certains territoires ou secteurs de l'espace urbain. Il importe donc, dans cette perspective, de savoir penser l'articulation, l'interopérabilité – et sans doute la neutralité – des réseaux publics et la contribution de chacun d'eux à ces territoires. Le rôle des infrastructures technologiques apparaît donc critique de par l'impact que celles-ci peuvent avoir en matière de structuration des services aux résidents, usagers, citoyens du territoire d'une ville. Les systèmes d'information et de communication jouent donc un rôle important dans la construction de villes intelligentes. Des recherches approfondies et des innovations sont menées sur un large éventail de sujets liés notamment au management et à l'économie des infrastructures *cloud* et réseau, des technologies sans fil et de détection, des technologies *Crowdsourcing* mobile, des réseaux sociaux ainsi qu'à l'analyse de *Big Data* pour les villes intelligentes. Ces recherches et innovations concernent les utilisateurs et intègrent des questionnements sur les technologies et les services tels que le transport, les communications à large bande, les bâtiments, les soins de santé et d'autres services publics : Quel rôle jouent les normes dans la création de villes intelligentes et durables ? Quelles sont les implications des systèmes cyber-physiques comme nouveau paradigme de fonctionnement pour les villes intelligentes ? Quel rôle peut jouer l'analyse de données dans les plates-formes technologiques des villes intelligentes ? Comment tirer parti de la sécurité et de la confidentialité de l'Internet des objets dans les plates-formes technologiques des villes intelligentes ?

AXE N°3 : MANAGEMENT ET ÉCONOMIE DES VILLES INTELLIGENTES À L'AUNE DE LA MODÉLISATION DES SYSTÈMES DE TRANSPORT ET DE LA MOBILITÉ

La modélisation des transports de passagers et de marchandises dans les nouveaux scénarios de planification intelligente renvoie aux interactions et impacts des véhicules automatisés avec les conducteurs / passagers. En effet, le développement constant des métropoles et la nécessité de garantir une meilleure fluidité dans la mobilité des personnes et des marchandises poussent les décideurs à repenser la mobilité sous différentes formes. La possibilité de subvenir aux nouveaux besoins impose une recherche alternative aux solutions basées uniquement sur une croissance sans cesse grandissante des réseaux ferroviaires et routiers. C'est à ce niveau qu'intervient la notion de mobilité intelligente incorporant l'application de nouvelles technologies au domaine des transports. Cette mobilité intelligente connaît actuellement un développement rapide et généralisé dû à la fois à la maturité des technologies sous-jacentes comme l'internet mobile, ainsi qu'à sa portée environnementale et sociale répondant à des préoccupations pressantes tout en respectant des contraintes budgétaires qui touchent la sphère publique comme les entreprises privées. La mobilité urbaine intelligente, qui se transforme en un système numérique intégré, devient un enjeu majeur pour toucher un ensemble d'acteurs (élu, professionnels, ménages, etc.). Cette approche créative de la mobilité urbaine met en lumière un certain nombre de questionnements relatifs à son management et son économie.

À titre non exhaustif, certaines des questions posées avec persistance pourraient être formulées comme suit : Comment penser les déplacements ou tout simplement, le rapport de l'utilisateur face à la mobilité, en présence d'une diversité de moyens de transport (c'est-à-dire l'interaction entre la compréhension de la dynamique de croissance urbaine et son interaction avec les réseaux de transport), y compris les véhicules autonomes ? Comment intégrer l'ensemble des usagers conformément aux besoins et ressources de mobilité spécifiques des citoyens (vulnérabilité, niveau de revenus, etc.) ? Quelles catégories d'investissements dans cette mobilité peuvent donner une forme d'avenir aux villes (réductions d'émissions de carbone, favoriser une mobilité innovante, une intermodalité, etc.) ? Comment les acteurs de cette mobilité (régie de transports public, acteurs privés (taxis, autocars, velib/autolib), opérateurs d'infrastructures (ponts, tunnels) et de quelle manière chacun d'eux s'inscrit dans le système, se concurrence et s'intègre pour la gouvernance et leadership de la ville intelligente ?

AXE N°4 : MANAGEMENT ET ÉCONOMIE DES PARTIES PRENANTES TECHNOLOGIQUES, SECTORIELLES, TERRITORIALES ET CITOYENNES DES VILLES INTELLIGENTES

Les défis relatifs à l'interopérabilité et à l'intégration de données territoriales et personnelles se situent tant au niveau des standards, des fonctionnalités au profit des différentes parties prenantes, que de la création de valeur devant être générée.

Le déploiement d'une démarche *Smart City* se veut singulier et global, visant à décloisonner les politiques publiques de nature à repenser la notion de service urbain à travers les nombreuses innovations susceptibles d'être introduites. Ces dernières (dans les domaines des transports et de la mobilité, des infrastructures et de l'écoconstruction, de la gestion des ressources en eaux, énergies, déchets, de la gouvernance des services, etc.) associant réseaux, capteurs, et données tant territoriales que personnelles via des mécanismes d'anonymisation émergent, se « fabriquent », se déploient selon des formes variées. L'intelligence de ces territoires se concrétise par la mise en place de services et d'équipements intelligents et connectés en lien avec des indicateurs objectivement vérifiables et pertinents afin que les citoyens et décideurs acquièrent les connaissances dont ils ont besoin pour apporter des évolutions souhaitées à leur territoire. De nombreuses villes cherchent ainsi à démontrer puis à institutionnaliser un management qui soit en cohérence avec des démarches qui visent à créer de la valeur économique, sociale, environnementale au travers d'outils de pilotage stratégique dont il convient de maîtriser l'ensemble des enjeux associés. Les questionnements qui en résultent pourraient être formulés comme suit : Est-il possible de faire converger les systèmes urbains (infrastructures et bâtiments) et les réseaux informatiques (systèmes urbains intelligents et gestion des données) tout en étant attentifs à la qualité de vie et au respect des individus et de leurs propres données ? Dans quelle mesure l'équilibre entre valeurs économiques, sociales, environnementales générées est-il assuré grâce ou avec ces nouveaux développements technologiques ? Que coûte la ville intelligente, les investissements dans des technologies numériques et ceux relatifs à l'aménagement de l'espace permettant de meilleures interactions entre habitants, acteurs économiques et de diminuer les temps de transports, la production de déchets et la pollution ? Quelles nouvelles métriques inventer, quelles nouvelles externalités prendre en compte pour pouvoir faire mention avec pertinence de ville intelligente ?

AXE N°5 : MANAGEMENT, ÉCONOMIE ET ÉTHIQUE DES BIG DATA, CYBER-SECURITE, LIBERTES PUBLIQUES ET PROTECTION DES DONNEES DE LA VILLE INTELLIGENTE

Les citoyens, qu'ils soient résidents, de passage, usagers des infrastructures publiques ou non, jouent un rôle très important en tant que bénéficiaires et participants des transformations de l'espace urbain public. Ce rôle est évident dans l'utilisation active des appareils mobiles et autres applications au service du suivi des actions de transformation entreprises par les dirigeants des villes intelligentes. Bien que l'utilisation des technologies doive être comprise comme un moyen pour améliorer la qualité de vie des habitants, les villes connectées font face à de nombreuses questions, depuis la fiabilité des systèmes informatiques jusqu'à l'éthique de l'usage et de la confidentialité des données collectées, sans compter la problématique du corpus de lois et règlements qui régissent la vie urbaine depuis des siècles et se doivent de s'adapter à l'accélération perturbatrice de la technologie, mettant en danger certains des fondements de l'économie actuelle, comme le mécanisme des systèmes fiscaux. Le débat sur la taxe numérique, la taxe sur les robots, et d'autres montrent que le temps est venu d'explorer des modèles alternatifs de gouvernance pour des phénomènes tels qu'UBER qui posent des questionnements dont la portée est mondiale mais dont les impacts sont locaux. Ainsi, comment l'administration publique locale (municipale et territoriale) peut-elle s'assurer de la fiabilité des systèmes d'information sur lesquels repose la ville intelligente ? Peut-on imaginer que la ville tombe en panne ? À une échelle plus élargie, l'histoire de l'informatisation du secteur public nous pousse à questionner la compétence du secteur public pour maîtriser l'architecture de tels systèmes. Les compétences spécifiques sont-elles là et actualisables ? Comment organiser la coopération avec les fournisseurs ? Les affaires Snowden et Cambridge Analytica ont montré que la manipulation des métadonnées et données personnelles pouvaient aller jusqu'à la manipulation du vote personnel. Quel contrôle peut-on avoir sur la confidentialité des données ? Comment éviter la dérive vers un Big Brother ?

En parallèle, le Big Data et l'intelligence artificielle jouissent d'un pouvoir à l'infini pour le support aux outils de pilotage prédictif. Pour autant, quelles applications concevoir avec quels impacts sur la performance publique ? Quel contrôle démocratique est-il possible de conserver sur les algorithmes ? Comment pouvons-nous nous assurer que les technologies d'auto apprentissage sont capables de faire face à des situations nouvelles et sans précédent ? Comment les décisions des algorithmes du type « boîte noire » peuvent-elles être analysées et remises en cause devant une juridiction compétente ? Rappelons à ce niveau qu'une décision européenne datant de 2016, qui s'applique automatiquement dans les états, exige des acteurs de la ville intelligente qu'ils soient décideurs ou du secteur économique d'inscrire leurs démarches dans le cadre du RGPD (Règlement général sur la protection des données) à partir du 25 mai 2018.

AXE N°6 : LE SECTEUR DE LA SANTE AU SEIN DES VILLES INTELLIGENTES :

De grandes attentes concernent les villes intelligentes et les approches numériques associées permettant d'améliorer le bien-être et la santé des individus. Celles-ci créent de nouvelles opportunités permettant de lutter contre un large éventail de comportements et de problèmes de santé. Le potentiel d'une personnalisation accrue de conseils et de guidages pour un comportement en santé des individus est une de ces nouvelles opportunités offerte par la ville intelligente. En parallèle, les territoires de santé de demain et les hôpitaux du futur se construisent déjà. Parcours patients, équipements médicaux et hôteliers, systèmes d'information, bâtiments et logistique hospitalière sont concernés. L'hôpital intelligent est en train d'émerger avec des objets connectés au niveau des processus et des procédures médicales, paramédicales et services auxiliaires. Les données et leurs analyses deviennent une aide essentielle pour les médecins (par exemple au niveau de la détection des infections à risque). Il est fait mention de la mise en place d'organisations innovantes de prise en charge des patients, notamment en améliorant la coordination entre les acteurs de santé, leur permettant d'échanger ou partager les informations pertinentes concernant les parcours de santé ; de la digitalisation du parcours d'accueil patients et visiteurs, de la géolocalisation des drones livreurs, de la maintenance en réalité augmentée, du compagnon numérique et polyvalent pour le patient dans sa chambre dans les hôpitaux ou chez lui via la télésanté. L'excès d'informations et leur pertinence peuvent toutefois déstabiliser les praticiens, les transformations technologiques (par exemple aux blocs opératoires) peuvent remettre en cause des organisations médicales ou même des frontières entre les spécialités. L'hôpital intelligent et l'organisation des soins sur un territoire sauront-ils traduire aussi le développement d'une autre médecine, plus préventive que curative (diagnostic plus précoce), plus personnalisée et enfin adaptée aux défis croissants des pathologies chroniques ? L'intelligence artificielle n'est pas aussi sans poser de nombreuses questions aux gestionnaires et aux membres du corps médical et aux contenus des cursus de formation des futurs praticiens. Quel est l'impact de ces programmes sur les organisations de santé, sur la qualité des services aux patients, sur le management des systèmes de soins au sein de la Ville intelligente ? Comment les acteurs publics nationaux, territoriaux et hospitaliers légitiment-ils et pilotent-ils ces transformations ? Quels sont les nouveaux savoirs et économies qui en émergent ? Quels outils de capitalisation et démarches d'apprentissage sont développés par les autorités de régulation ? Comment les directions vont-elles intégrer toutes ces transformations et revoir les nombreux métiers présents dans les établissements de santé ? Comment les connexions vont-elles s'opérer sur les territoires avec tous les autres acteurs (élus, agences de santé, autorité de régulation, patients, firmes technologiques, investisseurs, etc.) ?

AXE N°7 : LE MARCHÉ DU TRAVAIL AU SEIN DES VILLES INTELLIGENTES

Les gouvernements ont commencé à adopter des idées de villes intelligentes pour améliorer le niveau de vie de leurs citoyens. Dans le but de réduire les émissions de gaz et les pertes de temps improductives dans les déplacements quotidiens, par exemple, les gouvernements et les entreprises encouragent de nouvelles formes de travail telles que le télétravail à domicile, les centres de télétravail, les espaces de *Coworking*. Les services et plateformes technologiques accompagnant ces nouveaux dispositifs, renforcés par les tendances d'automatisation des processus organisationnels induisent des conséquences sur la santé et la performance des travailleurs, les entreprises et les relations employeurs-employés. Le lien entre les questions du marché du travail et les villes intelligentes est nécessaire pour s'assurer que cette transition puisse aider à construire et à gérer des économies plus innovantes et inclusives. Ces préoccupations invitent à des questionnements relatifs aux facteurs et conditions d'amélioration de la durabilité des entreprises, en particulier en termes d'impacts sociaux et environnementaux, avec l'aide des outils numériques. Comment s'inscrivent ces nouvelles formes d'organisation sur les territoires de villes intelligentes ? Les tiers lieux à vocation professionnelle, culturelle, commerciale ou ludique sont-ils de nature à transformer le volume et la nature des flux de déplacements, la localisation des lieux d'habitat et de travail ? Comment soutenir par exemple la création des réseaux d'entrepreneurs ?

Comment maintenir et développer les liens entre l'espace public et les lieux de production de connaissance (Université, laboratoires), Comment soutenir les tiers lieux pour favoriser les rencontres informelles et imprévues ? Comment faire de la ville un lieu d'expérimentation ? Y'a-t-il une place pour concilier l'équilibre entre vie professionnelle et familiale dans les villes intelligentes ? Le télétravail est-il efficace pour les entreprises ? Comment faire face à la régulation et à la concurrence des plateformes numériques (Uber, Deliveroo, etc.)?

AXE N°8 : VILLE INTELLIGENTE : « LA VILLE A L'ÉPREUVE DE L'INTELLIGENCE »

Si certains cadres communs de développement durable en urbanisme (CASBEE-UD, BREEAM, LEED-ND) sont internationalement reconnus aujourd'hui, ces derniers ont des limites critiques pour pouvoir relever les défis liés aux changements technologiques, économiques et sociaux à venir. Considérant les défis et limites identifiés en matière de conception et planification urbaine, l'urbanisme des villes intelligentes devrait tenir compte non seulement des nouvelles pratiques et perspectives environnementales, notamment celles liées au changement climatique, et technologiques, associées à la digitalisation des processus de production, mais aussi des inégalités socio-spatiales croissantes liées aux défis antérieurs. En 2010, l'agence de l'ONU HABITAT a présenté les principes de la ville du futur : celle-ci se doit d'être inclusive, respectueuse de l'environnement, économiquement dynamique, culturellement significative et sûre. Ces principes sont mis à mal aujourd'hui face à des réalités plus complexes et contradictoires compte tenu du dilemme constant entre expansion et densification urbaine auxquels ont à faire les responsables publics, urbanistes et autres opérateurs privés du domaine de la construction (paradoxe d'une ville intelligente très technologique et coûteuse quand l'accès au logement est déjà très problématique et très inégalitaire).. Différents défis en effet se posent au niveau du management de la conception et la planification urbaine pour les villes intelligentes.

Il y a celui du développement de structures terrestres et spatiales suffisantes pour soutenir la croissance urbaine et attirer les investissements. Il y a aussi celui de la disponibilité de vastes zones de développement en vue de réduire les prix des terres et la spéculation afin de minimiser les inégalités socio-spatiales. A l'avenir, avec une population croissante, une exigence écologique de plus en plus pressante, il convient de repenser la nature des espaces et construction qui, s'ils sont bien conçus, contribueront non seulement à améliorer le cadre urbain mais aussi la qualité de vie des habitants. Si les stratégies de densification urbaine sont a priori privilégiées, le défi est plus que jamais d'actualité sur la manière de faciliter le progrès social, économique et environnemental dans un tel cadre urbain. Cette option stratégique invite les chercheurs à considérer la manière de tenir compte des paradoxes et dilemmes de l'action publique territoriale et municipale : Comment peut se penser l'équilibre entre la ville et sa périphérie ? La ville intelligente est-elle la fin des politiques d'aménagement du territoire ? Quel est impact d'une stratégie de ville intelligente sur la ségrégation spatiale et le rôle des aménageurs publics ? Comment vont évoluer leurs missions de planification sociale dans les territoires urbains et périurbains ? Comment maîtriser les phénomènes de gentrification des centres-villes et de marginalisation des périphéries ? Quelles technologies et quelles données peuvent contribuer au futur design des villes ?

BIBLIOGRAPHIE SELECTIVE

- Almirall, E., J. Wareham, C. Ratti, P. Conesa, F. Bria, A. Gaviria & A. Edmondson, 2016, « Smart Cities at the Crossroads: New Tensions in City Transformation », *California Management Review*, vol. 59, No1, pp. 141-152.
- Ali AlQahtany, Yacine Rezugui & Haijiang Li, 2012, A proposed model for sustainable urban planning development for environmentally friendly communities, *Architectural Engineering and Design Management*, 9:3, 176-194,
- AP-HP, 2017, Appel à manifestation d'intérêt, construire l'hôpital numérique du futur, livre blanc
- Batty M, KW. Axhausen, F.Giannotti F. & al., 2012, Smart cities of the future. *European Physical Journal* 214: 481–518
- Benghozi P-J & G. Mellier G, 2016, The Internet of Things: a New Paradigm for Regulation? *Journal of Law and Economic Regulation*, Vol. 9, No1,
- Bolivar, M.P.R. (ed.) (2018). *Smart Technologies for Smart Governments. Transparency, Efficiency and Organizational Issues*, Springer International Publishing AG.
- Borsekova, K. & P. Nijkamp. (2018). « Smart cities: A challenge to research and policy analysis», *Cities*, <https://doi.org/10.1016/j.cities.2018.03.015>
- Bourret, C. 2016, Relever le défi des Inégalités Sociales et Territoriales en Santé (ISTS) par la rencontre des organisations d'interface et de la télésanté dans une approche d'«humanisme numérique» en santé? *Revue française des sciences de l'information et de la communication*, (9) <https://journals.openedition.org/rfsic/2013>
- Capdevila I. & M.I. Zarlenga, 2015, « Smart city or smart citizens? The Barcelona case », *Journal of Strategy and Management*, vol. 8, No3, p. 266 -282.
- Chantelot S., Y. Errami, 2015, Stimuler le potentiel créatif des environnements urbains. La nécessaire transformation du leadership public, *Revue Française de Gestion*, Vol. 5, No250, p. 139-158.
- Delmotte, H. 2015, «De la e-santé à la santé connectée» : accompagner la transformation de notre modèle de santé. HEGEL, 2015, 02.
- Dumez, H., E. Minivielle, & L. Marraud, 2015, États des lieux de l'innovation en santé numérique.
- Eveno E. et Guibbert J.-J. (dir.), 2016, « Villes intelligentes "par le bas". Entre chercheurs, experts et acteurs associatifs », *Les Cahiers des Ateliers de dialogue Recherche-Action-Expertise Adirea*, No5
- Gaulé, E., J. Siugzdiniénė, & J. Buskeviciūtė, (2014). The need of smartness in public governance, *8th International Scientific Conference Business and Management*, May 15-16, Vilnius, Lithuania, Section Smart Development
- Gestions hospitalières, 2016, dossier spécial : l'hôpital numérique, No555, p 214
- Giffinger, R., G. Haindlmaier & H. Kramar, 2010, « The role of rankings in growing city competition », *Urban Research & Practice*, vol. 3, No3, p. 299-312.
- Granier B. & H. Kudo, 2016, « How are citizens involved in smart cities? Analysing citizen participation in Japanese "Smart Communities" » Hans Jochen Scholl (dir.), *Information Polity*, vol. 21, No1, p. 61-76.
- Greenfield, A. & N. Kim, 2014, *Against the Smart City*, Kindle Edition.
- IDHEAP, LIST, MFPPRA, 2016, Toward innovative public services : A framework for the development of the innovation capability of European Public Administrations, In the frame of Presidency of the Council of the European Union by the Grand Duchy of Luxembourg, 2016.
- International Telecommunication Union, 2014, ITU-T Focus Group on Smart Sustainable Cities : An analysis of definitions, Technical report
- Kourtita K. & Nijkamp P. (2018). « Big data dashboards as smart decision support tools for i-cities – An experiment on Stockholm », *Land Use Policy*, vol. 71, p. 24-35.
- Le Galès P. (2003), *Le retour des villes européennes : sociétés urbaines, mondialisation, gouvernement et gouvernance*. Presses de Sciences Po, Paris.
- Lehmann, V., M. Frangioni & P. Dubé, 2015, Living Lab as knowledge system: an actual approach for managing urban service project, *Journal of knowledge management*, Vol. 19, No 5, p. 1087 -1107.
- Marchand J-L & Trink C. 2016, Quelles métropoles, demain ? Enjeux technologiques, numériques et environnementaux, *Annales des mines-responsabilité et environnement*, Vol4, No84.
- Mayangsari L. & S. Novani S. 2015, « Multi-stakeholder co-creation Analysis in Smart city Management: An Experience from Bandung, Indonesia », *Procedia Manufacturing*, vol. 4, p. 315-321.
- Meijer A. & M.P.R Bolívar, 2016, « La gouvernance des villes intelligentes. Analyse de la littérature sur la gouvernance urbaine intelligente », *Revue Internationale des Sciences Administratives*, vol. 82, No2, p. 417-435.
- Mellouli S., L.F Luna-Reyes & J. Zhang J, 2014, « Smart government, citizen participation and open data », *Information Polity*, vol. 19, No1, 2, p. 1–4.
- Meunier B., Ferrero F. & Kubicki S, 2017, Beyond Smart Cities, Welcome to Resilient Cities Positive perspectives or Nightmare, Edition Sozial Almanach Edition from CARITAS Foundation Luxembourg.
- Miroux, F. & Lefèvre B., 2012, Mobilité urbaine et technologies de l'information et de la communication (TIC) : enjeux et perspectives pour le climat, *Studies* No5/12, Iddri,
- Mohanty, S.P., Choppali U. & Kougianos E., 2016, Everything you wanted to know about smart cities, the internet of things is the backbone, *IEEE Consumer electronics magazine* Volume: 5, Issue: 3
- Omnès, L., 2016, *Concevoir et construire un hôpital numérique*, Editions Eyrolles,

- Picon, A., 2014, *La ville des réseaux - Un imaginaire politique*, Paris, MANUCIUS, 48 p.
- Rochet, C. & F.P Villechenon, 2015, « Urban Lifecycle Management: System Architecture Applied to the Conception and Monitoring of Smart Cities », *Complex Systems Design & Management*, p. 363.376
- Rochet, C., 2014, « Les villes intelligentes, enjeux et stratégies pour de nouveaux marchés », Le programme MUST: Management of Urban Smart Territories
- Sadin, E., 2015, *La vie algorithmique : Critique de la raison numérique*, Paris, L'ECHAPPEE EDITIONS, 278 p.
- Sadin, E., 2016, *la silicolonisation du monde, l'irrésistible expansion du libéralisme numérique*, éditions L'échappée,
- Simon, P., 2015, *Télé médecine-Enjeux et pratiques*. Le Coudrier. ?
- Vesco, A. & Ferrero F., 2015, *Handbook of Research on Social, Economic, and Environmental Sustainability in the Development of Smart Cities*. Hershey, PA: IGI Global. doi:10.4018/978-1-4666-8282-5.
- http://www.nesta.org.uk/sites/default/files/governing_with_collective_intelligence.pdf.
- <http://www.smart-cities.eu/index2.html>
- <http://www.un.org/sustainabledevelopment/cities/>
- <http://unhabitat.org/urban-initiatives/initiatives-programmes/city-resilience-profiling-programme/>.

AUDITOIRE VISE

La promotion d'une culture d'échange et de débats entre universitaires, élus, praticiens et consultants des affaires publiques ainsi que le transfert des connaissances élaborées de manière scientifique vers les organisations du bien commun, de l'intérêt général et du service public sont particulièrement visés par les organisateurs du Symposium.

Par conséquent, les conférenciers et panélistes qui seront retenus pour la 10ème Édition du Symposium s'adresseront à des dirigeants publics, des hauts fonctionnaires et des professionnels de l'administration publique, des doctorants et des chercheurs-enseignants intéressés ou œuvrant à l'élaboration des politiques et/ou au management des affaires publiques à l'échelle internationale qu'il soit d'expression francophone ou non.

FORMAT DES PROJETS DE COMMUNICATION ET DATES IMPORTANTES

Langue officielle du Symposium : Français - Anglais

Projet de communication : Les auteurs sont invités à décrire de manière la plus claire possible la problématique, le cadre théorique ou conceptuel, les résultats de recherche ou l'étude de cas à étayer ultérieurement et les références sélectives en appui à leur projet de communication (1 500 mots, Français/Anglais au choix).

Date limite de réception des projets de communication (1 500 mots)	18 septembre 2018
Réponse du Comité d'organisation aux auteurs	16 octobre 2018
Confirmation des auteurs (engagement de participation)	20 novembre 2018
Remise des présentations aux organisateurs en format Powerpoint (anglais)	20 février 2019
Date du 10e Symposium et de l'ADIMAP	5 et 6 mars 2019
Lieu de la tenue du Symposium et de l'ADIMAP : Luxembourg Belval – Campus universitaire.	

Pour plus de renseignements : site prochaine disponible

LES PROJETS DOCTORAUX DESTINES A L'ADIMAP : DATES IMPORTANTES

Date limite de réception des projets de communication (Français /Anglais)	20 novembre 2018
Réponse du Comité d'organisation aux doctorants	18 décembre 2018
Confirmation des doctorants et remise des présentations PPT aux organisateurs (anglais)	15 janvier 2019
Date de l'ADIMAP	7 mars 2019

FORMATS DES TEXTES DESTINES AUX REVUES ASSOCIEES AU SYMPOSIUM (LE DETAIL DES REVUES SELECTIONNEES ET DES MODALITES DE SOUMISSION SERA PROCHAINEMENT APORTE)

Les articles devront être envoyés pour le 20 février 2019 auprès des contacts référencés du Symposium. A noter qu'à la différence des projets de communications et présentations pour le symposium, ils ne seront pas communiqués publiquement sur le site du symposium.

INSCRIPTIONS AU 10ème SYMPOSIUM ET À L'ADIMAP 2019 : Disponible en ligne à partir du 10.10.2018

CORRESPONDANCE

A : Marylène MARTIN Tel. : 00 352 275 888 2246 Mail marylene.martin@list.lu	A : Carole WISCOUR-CONTER Tél.: (+352) 58 58 55 - 803 Mail : carole.wiscour-conter@liser.lu	Cc. Bertrand MEUNIER Luxembourg Institute of Science and Technology Tel : 00 352 275 888 6368 Mail bertrand.meunier@list.lu	Cc : Bachir MAZOUZ ENAP – Université du Québec Président- Fondateur/Symposium- ADIMAP Tel : + 1 514 849 39 89 bachir.mazouz@enap.ca
---	---	--	---

COMITE SCIENTIFIQUE RESTREINT DU 10^{EME} SYMPOSIUM

Pierre-Jean BARLATIER, Luxembourg Institute of Science and Technology, Luxembourg
Pierre-Jean BENGHOZI, ARCEP, Université Paris Dauphine, France
Anissa BEN HASSINE, ESSECT, Université de Tunis, Tunisie
Habib BENBAYER, Université d'Oran 1, Algérie
Thierry CÔME, Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines, France
Martin DJIST, Luxembourg Institute of Socio-Economic Research, Luxembourg
Gérard DIVAY, ENAP-Université du Québec, Canada
Eric DUBOIS, Luxembourg Institute of Science and Technology, Luxembourg
Jérôme. DUPUIS, Université de Lille, France
Youssef ERRAMI, ESC Pau, France
Sébastien FAYE, Luxembourg Institute of Science and Technology, Luxembourg
Francesco FERRERO, Luxembourg Institute of Science and Technology, Luxembourg
Marie GALLAIS, Luxembourg Institute of Science and Technology, Luxembourg
Pascal GAUDRON, HEC Montreal, Canada
Philippe GERBER, Luxembourg Institute of Socio-Economic Research, Luxembourg
Solange HERNANDEZ, Université d'Aix Marseille
Kate JONES, Université du Luxembourg, Luxembourg
Djamel KHADRAOUI, Luxembourg Institute of Science and Technology, Luxembourg
Olivier KLEIN, Luxembourg Institute of Socio-Economic Research, Luxembourg
Sylvain KUBICKI, Luxembourg Institute of Science and Technology, Luxembourg
Frédéric KLETZ, École des Mines Paris-Tech, France
Isabelle KUSTOSZ, Université de Valenciennes, France
Cédrine LEBRUMENT, Groupe ESC Clermont-Ferrand, France
Norbert LEBRUMENT, Université d'Auvergne, France
Lilly LEMAY, ENAP-Réseau de l'Université du Québec, Canada
Ludivine MARTIN, Luxembourg Institute of Socio-Economic Research, Luxembourg
Tai-Yu MA, Luxembourg Institute of Socio-Economic Research, Luxembourg
Bachir MAZOUZ, ENAP-Université du Québec, Président-Fondateur du Symposium et de l'ADIMAP, Canada
Bertrand MEUNIER, Luxembourg Institute of Science & Technology, Luxembourg
Hichem OMRANI, Luxembourg Institute of Socio-Economic Research, Luxembourg
Maxime SCHIRRER, CNAM, France
Marc SUHRCKE, Luxembourg Institute of Socio-Economic Research, Luxembourg
Claude ROCHET, IMPGT-Université Paul Cézanne, France
Gilles ROUET, Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines, France
Philippe VALOGGIA, Luxembourg Institute of Science & Technology, Luxembourg
Veronique VAN ACKER, Luxembourg Institute of Socio-Economic Research, Luxembourg
Olfa ZERIBI, IHEC Carthage, Tunisie
Aziz ZENASNI, Luxembourg Institute of Science and Technology, Luxembourg

COMITE D'ORGANISATION

Philippe GERBER, Luxembourg Institute of Socio-Economic Research, Luxembourg
Djamel KHADRAOUI, Luxembourg Institute of Science and Technology, Luxembourg
Olivier KLEIN, Luxembourg Institute of Socio-Economic Research, Luxembourg
Marylène MARTIN, Luxembourg Institute of Science & Technology, Luxembourg
Bertrand MEUNIER, Luxembourg Institute of Science & Technology, Luxembourg
Carole WISCOUR-CONTER, Luxembourg Institute of Socio-Economic Research, Luxembourg

COMITE SCIENTIFIQUE PERMANENT DU SYMPOSIUM ET DE L'ADIMAP

Bernard AUGE, ISEM-Université Montpellier, France
Boualem ALIOUAT, Université Nice Sophia Antipolis, France
Habib BENBAYER, Université d'Oran 1, Algérie
Christophe ASSENS, Institut Supérieur de Management, Université de Versailles, France
Olivier BABEAU, Université Paris-Dauphine, France
Pierre-Jean BARLATIER, Luxembourg Institute of Science & Technology, Luxembourg
Corinne BAUJARD, Université D'Evry, France
Anissa BEN HASSINE, Université de Tunis, Tunisie
Karim BEN KAHLA, ESC Tunis, Tunisie
Geert BOUCKAERT, Instituut voor de Overheid, Public Management Institute, Belgique
Jacques BOURGAULT, ENAP et UQAM, Université du Québec, Canada
Yves BOISVERT, ENAP-Réseau de l'Université du Québec, Canada

Michel BOYER, IAE Université de La Réunion, La Réunion, France
 David CARASSUS, IAE-Université de Pau et des Pays de l'Adour, France
 Camille CHAMARD, IAE Pau-Bayonne, Université de Pau et des Pays de l'Adour, France
 Véronique CHANUT, Université Paris 2, France
 Hervé CHOMIENNE, Institut Supérieur de Management, Université de Versailles, France
 Pascal CORBEL, Université Paris-Sud, France
 Jean-Louis DENIS, ENAP-Réseau de l'Université du Québec, Canada
 Céline DESMARAIS, HEIG du canton de Vaud, Suisse
 Benjamin DREVETON, Université de Poitiers, France
 Jérôme DUPUIS, Université de Lille, France,
 Philippe DURANCE, CNAM et Institut des Futurs souhaitables, École Management & Société, France
 Alain ERALY, Université Libre de Bruxelles, Belgique
 Yves EMERY, IDHEAP Lausanne, Suisse
 Rémi FABBRI, Croix Rouge Luxembourgeoise et Membre associé au Cerefige, Luxembourg
 Muriel de FABREGUES, CFFOP, Université Panthéon-Assas Paris 2
 Christophe FAVOREU, ESC-Toulouse, France
 Isabelle FORTIER, ENAP-Réseau de l'Université du Québec, Canada
 Robert FOUCHET, Université Aix-Marseille 3, France
 Marie GALLAIS, Luxembourg Institute of Science and Technology, Luxembourg
 Irène GEORGESCU, ISEM-Université de Montpellier, France
 David GIAUQUE, Institut d'études politiques et internationales, Université de Lausanne, Suisse
 Martin GOYETTE, ENAP-Réseau de l'Université du Québec, Canada
 Stéphane GUERARD, Université de Lille, France
 Taïeb HAFSI, HEC Montréal, Canada
 Mohamed HARAKAT, GLOBAL GOVERNANCE CENTER et REMA, Maroc
 David HURON, IAE-Université Nice-Sophia Antipolis, France
 Frédéric KLETZ, École des Mines Paris-Tech, France
 Daniel LABARONNE, Université Montesquieu Bordeaux IV, France
 Romain LAUFFER, HEC Paris, France
 Norbert LEBRUMENT, Université d'Auvergne, France
 Robert Le DUFF, Université de Caen, France
 Lilly LEMAY, ENAP-Réseau de l'Université du Québec, Canada.
 Alain-Charles MARTINET, Université Lyon 3, France
 Christophe MAUREL, Université Le Mans, France
 Ababacar MBENGUE, Université de Reims Champagne-Ardenne et SAM, France
 Frédéric MARTY, CNRS, Université de Nice, France
 Bachir MAZOUZ, ENAP-Université du Québec, Président-Fondateur du Symposium et de l'ADIMAP, Canada
 Bertrand MEUNIER, Luxembourg Institute of Science & Technology, Luxembourg
 Pierre-Xavier MESCHI, IAE Aix Graduate School of Management - Aix Marseille Université, France
 Gérald NARO, Université de Montpellier, France
 Hadj NEKKA, université d'Angers, France
 Gérald ORANGE, IAE-Université de Rouen, France
 Philippe PAILLOT, IAE-Université de Lille 1 et Skema, France
 Thierry PAUCHANT, HEC Montréal, Canada
 François PICHAULT, HEC Liège, Belgique
 Jean-Luc PISSALOUX, Université de Bourgogne, France
 Christelle PERRIN, Université de Versailles à St-Quentin, France
 Marie-Claude PREMONT, ENAP-Réseau de l'Université du Québec, Canada
 Claude ROCHET, IMPGT-Université Paul Cézanne, France
 Jacques ROJOT, Université Panthéon-Assas Paris 2
 Gilles ROUET, Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines, France
 Anne ROUSSEAU, UCL, Belgique
 Christian ROUILLARD, Université d'Ottawa, Canada
 Guy SOLLE, IAE de Metz, France
 Frederic TEULON, Pôle universitaire de Léonard de Vinci, France
 Philippe VALOGGIA, Luxembourg Institute of Science & Technology, Luxembourg
 Alexandre VERNHET, ISEM-Université de Montpellier, France
 Philippe VERY, EDHEC, France
 Olfa ZERIBI, IHEC Carthage, Tunisie